



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



Numéro 350 - 26 janvier 2023



ÉDITO



Franck von Lenep, Directeur de la Sécurité Sociale

Adoptée dans un contexte juridique et politique inédit, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 porte des mesures importantes pour améliorer le quotidien de Français.

[Lire la suite](#)



Institutions

La Commission européenne recommande de redynamiser les régions de l'Union européenne

Dans son rapport 2023 sur les conséquences de l'évolution démographique et une communication publiée le 17 janvier 2023, la Commission européenne formule plusieurs recommandations en vue de redynamiser certaines régions de l'Union européenne en déclin démographique.

[Lire la suite](#)

Réforme du corps diplomatique

La commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a diffusé le 11 janvier 2023 le rapport de la mission d'information constituée le 21 septembre 2022 sur la réforme du corps diplomatique : une opportunité pour la haute fonction publique mais avec des recommandations pour répondre aux critiques et préserver la filière.

[Lire la suite](#)



Juridictions

Protection des données – La CJUE admet des recours contentieux concomitants, administratif et civil, en matière de protection des données

Dans le cadre de l'application du règlement général sur la protection des données, la Cour de justice de l'Union européenne valide, par un arrêt du 12 janvier 2023, la possibilité d'introduire de manière concomitante des recours contentieux devant des juridictions administratives et judiciaires.

[Lire la suite](#)

Action en dommages et intérêts dans le cadre d'une procédure d'infraction au droit de la concurrence – Production de preuves

La Cour de justice de l'Union européenne considère, par un arrêt du 12 janvier 2023 dans l'affaire C-57/21, que, parallèlement à une enquête de la Commission européenne portant sur une infraction présumée au droit de la concurrence, une juridiction nationale peut ordonner la production de preuves aux fins d'une procédure en dommages et intérêts liée à cette infraction présumée.

[Lire la suite](#)

Réclamation devant le juge national du versement d'une partie d'une aide d'Etat non perçue

La Cour de justice de l'Union européenne, par un arrêt du 12 janvier 2023 dans les affaires C-702/20 et C-17/21, encadre la réclamation devant le juge du versement d'une partie d'une aide d'Etat non perçue.

[Lire la suite](#)



Commande publique



Le Conseil d'Etat fait évoluer sa jurisprudence sur le degré de contrôle du juge sur l'interdiction pour une personne publique de consentir des libéralités

Si des stipulations contractuelles peuvent aménager l'étendue et les modalités des droits à indemnité du cocontractant d'une personne publique, l'indemnisation allouée ne peut pas excéder, au détriment de la personne publique, le montant du préjudice subi par son cocontractant.

[Lire la suite](#)



Finances publiques



Bilan final de l'expérimentation de la certification des comptes locaux - Rapport de la Cour des comptes

La loi du 7 août 2015 a confié à la Cour des comptes la conduite d'une expérimentation relative à la certification des comptes des collectivités territoriales. Cette expérimentation, débutée en 2016, prend fin cette année. Après avoir dressé un premier bilan, la Cour des comptes a publié début janvier 2023 son rapport définitif.

[Lire la suite](#)



Confirmation par la CJUE de l'annulation de l'amende pour entente de HSBC

La Cour de justice de l'Union européenne a confirmé dans son arrêt du 12 janvier 2023 l'annulation par le Tribunal de l'Union européenne de l'amende infligée à la société HSBC pour participation à une entente commerciale.

[Lire la suite](#)

Présentation par l'Autorité des marchés financiers de ses priorités pour 2023

La présidente de l'AMF a présenté au début du mois de janvier les priorités d'action et de supervision de l'Autorité pour l'année 2023. Le régulateur s'est fixé comme objectif d'œuvrer pour le renforcement de la protection des épargnants et de participer au développement de la finance durable, tout en veillant à l'application des nouvelles règles relatives à la finance numérique.

[Lire la suite](#)



Entreprises



Réduction du prix des voyages à forfait en cas de restrictions sanitaires

Un voyageur a droit à une réduction du prix de son voyage à forfait lorsqu'une non-conformité des services de voyage compris dans son forfait est due à des restrictions qui ont été imposées sur son lieu de destination pour lutter contre la propagation d'une maladie infectieuse.

[Lire la suite](#)

2^e rapport d'évaluation du plan France-Relance

L'IGF et France-Stratégie ont rendu public le deuxième rapport du comité d'évaluation du plan France relance en faveur de la compétitivité des entreprises françaises.

[Lire la suite](#)



Questions sociales



La réforme des retraites présentée au Conseil des ministres du 23 janvier 2023

Les principales mesures de la réforme des retraites ont été présentées au Conseil des ministres du 23 janvier 2023, elles seront transposées à l'identique au régime de la fonction publique sous réserve des caractéristiques propres à la fonction publique qui sont inchangées : calcul des pensions sur la base des six derniers mois et prise en compte de la pénibilité par le régime des catégories actives.

[Lire la suite](#)

Bilan démographique 2022

Selon le bilan démographique 2022 de l'INSEE du 17 janvier 2023, l'espérance de vie stagne en 2022 et reste inférieur à celle de 2019. Au 1^{er} janvier 2023, la France compte 68 millions d'habitants. Au cours de l'année 2022, la population a augmenté de 0,3 %. En 2022, 723 000 bébés sont nés en France, soit 19 000 de moins qu'en 2021 et 667 000 personnes sont décédées, soit 5 000 de plus qu'en 2021.

[Lire la suite](#)



L'identité des destinataires des données à caractère personnel doit être communiquée

Le droit d'accès de la personne concernée aux données à caractère personnel la concernant prévu par le RGPD implique, lorsque ces données ont été ou seront communiquées à des destinataires, l'obligation pour le responsable du traitement de fournir à cette personne l'identité de ces destinataires.

[Lire la suite](#)

Valeur juridique de la signature manuscrite scannée

Une signature manuscrite scannée sous forme d'image ne constitue pas une signature électronique. L'apposition d'une signature manuscrite numérisée du gérant de la société ne vaut pas absence de signature.

[Lire la suite](#)



Les conditions de travail dans la fonction publique avant la crise sanitaire

Selon l'étude de la DGAFP« Point STATS » de janvier 2023 sur les conditions de travail dans la fonction publique avant la crise sanitaire, en 2019 les agents de la fonction publique ont été moins exposés aux contraintes de rythme que les salariés du secteur privé, sauf dans la fonction publique hospitalière (FPH).

[Lire la suite](#)



**PUBLIE
RECEMMENT**



PUBLICATION | GUIDE

Guide des outils d'action économique

2 janvier 2023



SUR LE SITE



Toutes nos rubriques



Archives des numéros précédents

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et

de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef :
Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Sébastien Brisard, Susie Bruno, Shirley Du Parc, Audrey
Ferdinand, Marie-France Koeffler/ Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM -
DAJ / Routage : Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo : Tous droits réservés.
Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de
rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ -
Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)